

Résolution du 16 septembre 2021

Les catastrophes mondiales et régionales exigent un changement de système fondamental - pas de gestion catastrophique de crises

En 2021, nous avons assisté à un développement extrême de la transition vers une crise environnementale mondiale. Les canicules avec des records de chaleur et les incendies de forêt, les sécheresses d'une part et les tempêtes record avec des inondations et des glissements de terrain d'autre part ont des conséquences extrêmes pour les masses. Les glaciers du pôle Nord et pôle Sud et la glace du Groenland fondent plus vite que jamais.

Des centaines de personnes ont péri dans les inondations catastrophiques dans le monde, mais de cette dimension pour la première fois aussi en Europe. Des milliers de personnes ont perdu leurs maisons, des villages et des quartiers entiers ont été rasés.

Les vagues de chaleur en Amérique du Nord, en Méditerranée et en Asie provoquent des incendies de forêt, sécheresses et tuent.

L'alternance de chaleur et de sécheresse extrêmes et de tempêtes extrêmes accélère l'érosion, détruit les précieuses terres arables et donc les moyens de subsistance des agriculteurs et, en définitive, la base alimentaire de l'humanité.

Après l'apparition du virus SARS et MERS c'est maintenant la pandémie COVID-19 qui provoque encore plus gravement un chaos à l'échelle mondiale, ce qui menace l'existence de l'humanité sur la terre à l'avenir, avec d'autres virus fatals imminents.

Des événements extrêmes se produisent cette année et **dans le monde entier** dans le sillage de la

catastrophe climatique qui s'annonce. Il ne s'agit pas d'un « événement du siècle » unique, mais bien du signe que la transition d'une crise environnementale à une catastrophe environnementale progresse. Les supermonopoles internationaux sont les principaux responsables de cette évolution.

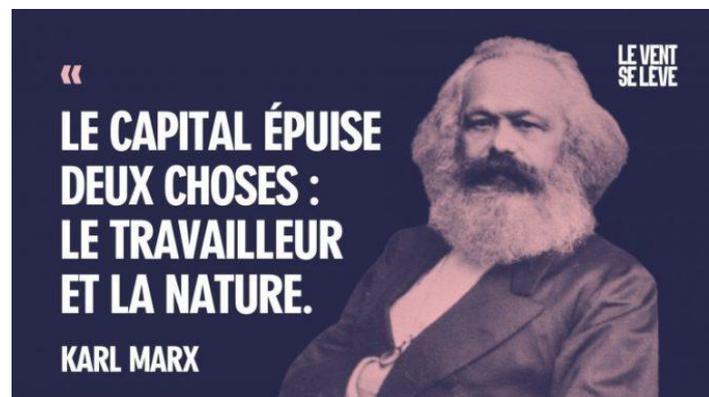
D'importants points de basculement ont déjà été franchis et un saut qualitatif vers une catastrophe environnementale a donc été amorcé.

Comme tous les accords précédents,

l'accord de Paris a définitivement échoué. La soi-disant « neutralité climatique » est un commerce pervers de droits de pollution.

Les monopoles internationaux répercutent impitoyablement les charges de la crise économique et financière mondiale sur la classe ouvrière, sur les larges masses populaires et sur les budgets nationaux. De même, ils se débarrassent également des charges de la crise environnementale mondiale. Le refus des dirigeants de résoudre ce problème urgent pour toute la vie humaine fait que de plus en plus de personnes se retournent contre le capitalisme. « *System Change – not Climate Change !* » est devenu le slogan du mouvement « *Fridays-for-Future* ».

Mais pour avoir une véritable perspective, il faut être clair que ce changement de système ne peut consister qu'en vainquant l'impérialisme de manière révolutionnaire. Pour une voie alternative de développement durable, et sur un pied d'égalité, il est nécessaire que tout le pouvoir revienne aux peuples. Beaucoup d'organisations de l'ICOR l'associent à la lutte mondiale pour le socialisme. C'est pourquoi il y a



des tentatives d'exclure les forces révolutionnaires du mouvement écologiste avec des intentions anticomunistes. **Seule une société socialiste peut restaurer l'unité de l'homme et de la nature de manière durable !**

Les luttes les plus avancées se développent souvent là où les luttes ouvrières et environnementales se combinent. En Amérique latine les larges masses de la population s'unissent dans la lutte contre la privatisation des ressources en eau, les systèmes d'eaux usées, d'eau potable et combattent sa pollution. En Colombie, par exemple, l'unification de la lutte des mineurs d'El Cerrejón contre les

licenciements et de la lutte de la population indigène, contre la destruction de l'environnement causée par l'exploitation minière à ciel ouvert, ont été des luttes importantes. Il y a des exemples similaires à l'échelle mondiale. Promouvoir consciemment cette unité est la tâche du mouvement marxiste-léniniste et ouvrier international. L'ICOR y travaille systématiquement depuis sa fondation en 2010. L'ICOR discute actuellement de la manière ses organisations membres vont développer davantage la lutte mondiale contre la menace de la catastrophe environnementale. Il s'agira d'une impulsion importante pour le développement futur du mouvement environnemental dans son ensemble.

En avant pour transformer le mouvement environnemental en mouvement de masse mondial !

En avant pour l'unité du mouvement ouvrier et environnemental !

En avant avec l'ICOR !

En avant pour la construction du socialisme dans le monde entier ce qui ouvre la voie au développement durable, sur un pied d'égalité et dans l'unité entre l'homme et la nature !

Organisations signataires et leurs

pays (en date du 16/9 2021, d'autres signataires sont possibles):

Afrique : Côte d'Ivoire (PCPCI), Kenya (PCK), Maroc (MMLPL), Afrique du Sud (CPSA (ML)), Togo (PCT), Tunisie (PPDS)

Asie : Bangladesh (CPB) ; Indes (CPI ML Red Star) ; Iran (PPI, Ranjbaran) ; Népal (NCP (Mashal) ; Népal (PPRF) ; Sri Lanka (NDMLP)

Amérique Latine : Colombie (PCC-M) ; Paraguay (PCPI) ; Pérou (BdP) ; République dominicaine (PCML) ; Uruguay (PCR-U)

Europe : Bulgarie (PCB) ; Bosnie et Herzégowina (PR-ByH) ; Allemagne (MLPD) ; France : (UC) ; (UPML) ; Luxembourg (KOL) ; Pays Bas (RM) ; Portugal (UMLP) ; Suisse (MLGS) ; Turquie (TKP-ML) ; Turquie / Kurdistan (MLKP) ; Ukraine (KSRD) ; Chypre (UoC)

Australie: CPA/ML

Le Café militant avec les Amis de l'ICOR et l'Union Prolétarienne ML contribue à la journée internationale de lutte pour l'environnement le 6/11/2021:

Stand d'information
samedi 6 novembre à 15h
à Saint-Denis devant Carrefour

Réunion-débat:
„Sauvons l'environnement de l'économie de profit“
dimanche 14 novembre à 15h
„Au Pavillon“ (1er étage),
54 rue Gabriel Péri à Saint-Denis

Contact-upml@riseup.net

<https://upml.org>

www.info.icor